

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°293 DU LUNDI 11 SEPTEMBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

DISPARITION DE SOW BAÏLO

P.3

L'hommage rendu par Ibrahima Ahmed Barry

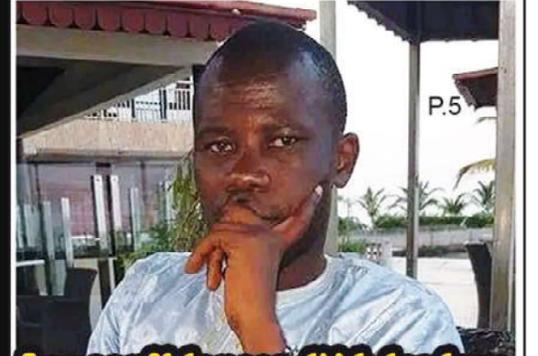


Édito à vue d'Aigle

La transition guinéenne entre espoir et inquiétude

Au lendemain de la célébration de l'An 2 de sa prise de "responsabilité", il ne reste plus que 14 mois au CNRD et à son président, le colonel Mamadi Doumbouya, pour remettre le pouvoir aux civils, après l'organisation d'élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle). Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la république, CNRD, CNT, Gouvernement) ne sera candidat. C'est du moins ce que prévoit l'accord trouvé entre les autorités de Conakry et la CEDEAO...P.2

GESTION DE LA TRANSITION, SA NON PARTICIPATION À UNE COALITION



P.5

Les confidences d'Abdoulaye Kourouma du RRD

MANIFESTATIONS DU 5 SEPTEMBRE 2023

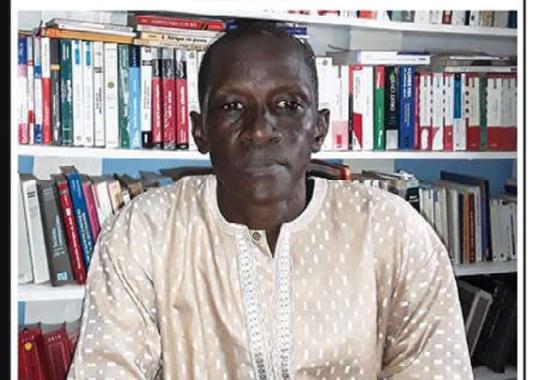
P.5



Les vérités de Sékou Koundouno du FNDC

GUINÉE

P.3



Le prix du riz pourrait augmenter en 2024, selon Dr Alhassane Makané Kaka

POLITIQUE

P.5

Mamadou Baadiko Bah de l'UFD porte des accusations contre le CNRD

TREMBLEMENT DE TERRE AU MAROC

P.6

Tibou Kamara fait part de sa compassion et de sa solidarité

JULIEN YOMBOUNO, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

P.10

«Tous les fonctionnaires qui ne vont pas se faire enrôler seront radiés»

Édito à vue d'aigle



La transition guinéenne entre espoir et inquiétude

Au lendemain de la célébration de l'An 2 de sa prise de "responsabilité", il ne reste plus que 14 mois au CNRD et à son président, le colonel Mamadi Doumbouya, pour remettre le pouvoir aux civils, après l'organisation d'élections libres et transparentes, de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle). Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la république, CNRD, CNT, Gouvernement) ne sera candidat. C'est du moins ce que prévoit l'accord trouvé entre les autorités de Conakry et la CEDEAO.

Le 5 septembre dernier, on le sait, les associations de presse ont été mises à contribution pour animer des émissions spéciales sur le bilan des deux ans de gestion du pays par le CNRD et son gouvernement dans divers secteurs de la vie nationale : dialogue politique, infrastructures et travaux publics ; diplomatie, justice et droits de l'homme, performances économiques, mise en œuvre du chronogramme de la transition, refondation de

l'Etat, rectification institutionnelle, etc).

Comme en 2022, les Forces vives de Guinée reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel, de l'UFDG, de l'UFR et du FNDC, ont une nouvelle fois appelé les Guinéens à une marche dite pacifique et citoyenne pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le colonel Mamadi Doumbouya et son gouvernement. Il y a eu malheureusement de violents affrontements entre jeunes manifestants et Forces de l'ordre, qui ont fait, selon les Forces vives de Guinée, 5 morts les 4 et 5 septembre.

Au regard de tout ce qui précède donc, l'on ne peut qu'être légitimement partagé entre espoir et inquiétude par rapport à la transition ouverte depuis la chute du régime d'Alpha Condé. Le financement des 10 étapes du chronogramme de la transition se pose avec acuité. Les autorités de la transition, ne ratent aucune occasion pour rappeler à la CEDEAO de jouer sa partition dans la mobilisation des ressources financières pour accompagner la transition guinéenne. Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a avancé un budget avoisinant les 6000 milliards de francs guinéens. A ce jour, la partie guinéenne n'a pu mobiliser que 550 milliards gnf. Comme on le voit, le gap à ce niveau est très important. C'est à se demander si cela ne veut pas nous conduire tout droit vers un glissement du calendrier électoral.

Pour les détracteurs du CNRD au sein des partis politiques et au niveau des plateformes de la société civile, la transition conduite par l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales manque cruellement de lisibilité et de visibilité. De là à dire que l'actuel locataire du palais Mohammed V veut confisquer le pouvoir, il y a un pas que certains d'entre eux ont déjà franchi avec empressement. Ils dénoncent entre le manque d'inclusivité dans le dialogue politique, la détention prolongée d'anciens dignitaires du régime déchu, les tueries lors des manifestations politiques, l'instrumentalisation de la justice qui avait pourtant été annoncée comme la boussole pour tout le monde pendant cette transition.

Kèfina Diakité

THIERNO MAMOU À PROPOS DE SOW BAÏLO

« Il est ma source d'inspiration... »

Suite à la disparition de Sow Baïlo, le samedi, 09 septembre 2023 des suites de maladie à l'hôpital sino-guinéen, l'humoriste et comédien Thierno Mamadou Barry, connu sous son de scène Thierno Mamou a choisi sa page Facebook pour rendre un vibrant hommage au célèbre humoriste, artiste et comédien qui se faisait appeler le Rebelle de Hamdallaye.



« Pour la première fois de voir quelqu'un imiter les Présidents Sékou Touré et Lansana Conté c'était vous Sow Baïlo. Cela est resté dans ma tête parce que j'étais très petit... Personnellement, il est ma source d'inspiration et pour beaucoup de jeunes, pas seulement guinéens mais africains. Malgré toutes les difficultés, vous vous êtes battu pour l'humour pour que nous de nouvelle génération puissions vivre de notre art(...). Merci pour ces moments de joie et de détente en votre compagnie. Rassurez-vous que nous vous rendons fiers, car partout où nous irons le nom Sow Baïlo sera sur toutes les lèvres du public... Que le Bon Dieu ait pitié de votre âme et qu'Il vous accueille dans son paradis... Amine. Reposez en paix icône », a écrit l'humoriste

et comédien Thierno Mamadou Barry, connu sous son de scène Thierno Mamou pour rendre un vibrant hommage à Sow Baïlo, décédé le samedi, 09 septembre 2023 des suites de maladie à l'hôpital sino-guinéen. Que la terre de Guinée qu'il a servie avec amour et abnégation lui soit légère. La mort étant une loi de la nature, l'on ne peut que s'y plier. Dors en pax, l'artiste et l'humoriste du peuple. Avec cette disparition de Sow Baïlo, le monde de la culture perd l'une de ses figures emblématiques de ces 50 dernières années.

Mamadou Saïdou

L'Aigle Infos

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef

Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sékou Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammel M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saïdou Barry, Mohamed Lamine Camara, Sékou Condé

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Mohamed Lamine Camara
654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal numérique sur le site

KéfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

DISPARITION DE SOW BAÏLO

L'hommage rendu par Ibrahima Ahmed Barry

L'immense comédien Sow Bailo est décédé le samedi 09 septembre des suites de maladie à Conakry. C'est à travers une tribune publiée dans la presse et intitulée "Ma part d'hommage au célébrissime SOW BAILO", que l'ancien présentateur du journal télévisé de la RTG, Ibrahima Ahmed Barry, a tenu à rendre un hommage mérité à l'illustre disparu.

« Depuis ce samedi matin, je suis sans voix, aphone, étreint par la douleur, la tristesse et subjugué par l'émotion, le chagrin... perdu dans les nuages des tourments... incapable d'accepter l'acceptable, l'évidence des faits ... l'annonce du rappel à Dieu du Mastodonte de la comédie, l'AS du rire et de la détente... le légendaire SOW Bailo... Tchop -Tchop. L'homme était certes fatigué par la maladie mais se battait avec vaillance.... de toutes ses forces, empreint d'humilité, de courage et de dévotion ayant à son chevet sa remarquable et admirable épouse et compagne de vie.



Avec la disparition de Sow Bailo, le monde de l'art et de la culture guinéen perd un patrimoine précieux. Charles Bailor, le rebelle de Hamdallaye a en effet, égayé des générations entières avec ces sketches comiques qui déclenchaient un fou rire à n'en pas finir.

Mon sanakou qui maniait avec aisance et satire les langues du terroir avait le don de détendre l'atmosphère, d'épicer les rencontres de familles, d'animer les cérémonies festives ou de tenir

en haleine le public et les fans sur la lucarne joyeuse.

Sur les scènes de spectacle en « one man show » Sow Bailo électrifiait le public qu'il plongeait en transe. Je le revois sur scène au Palais du Peuple, parler de Garafiri et le retour du courant...Il n'est jamais trop tard ...Le courant sera là.... » Qui ne se rappelle du dialogue insensé entre la femme peulhe

et la dame soussou dans un contexte d'épidémie de choléra » ? compini....inaka kombi nani....igbe n see nara....isee n gbenara....dans un patois qui ne laissait personne insensible.

Le comique de légende au cœur d'or et à l'humanisme inégalable nous laisse un vide énorme. Ingénieur à la météo, l'homme ne quittait pas ma

belle-famille où il avait lié des liens indéfectibles... Barry que nous sommes, il ne ratait aucune occasion pour nous flinguer en bon sanakou.

Dors en paix grand artiste, homme de culture, maître de la parole et de la parodie. Tu donnais un sel à nos vies. Tu déstressais le monde plongé dans la sinistrose et l'angoisse. Tu rendais la vie agréable malgré les chocs et déceptions.

Rien qu'en te rencontrant, nos cœurs étaient allégés et nos visages rayonnaient de bonheur et de joie. Sow Bailo avait une bonhomie contagieuse ...la bonne humeur. Il nous a fait passer des moments inoubliables lorsqu'il esquissait des pas de danse au rythme latino soutenu par sa voix rocailleuse imitant l'orchestra Aragon de Cuba.

Mon cher Sow Bailo....je suis d'ores et déjà que d'où tu es (sans doute dans le paradis céleste)...tu nous regardes avec un sourire moqueur et décapant...en nous disant... je vous ai bien eus mortels Guinéens, la tête toujours dans le guidon à la recherche du pain quotidien dans le gbèlèya qui dit pas son nom....

Mon coeur saigne... la gorge nouée... des larmes dégoulinent sur mon visage rien qu'en me rappelant de nos dernières rencontres lorsqu'on préparait la soirée de gala pour te célébrer vivant...tu étais plein d'espoir pariant sur un avenir radieux. Je rends hommage à ta brave femme, modèle de fidélité et de loyauté. Toujours là dans les moments d'épreuves sans languir ou renoncer.

Sincères condoléances à elle, à ta famille biologique, à la famille culturelle, et aux Guinéens qui te chérissent.

Adieu cher ami ...Dors en paix pour avoir accompli avec honneur et dévouement ta part du boulot au service de la Guinée et des Guinéens qui, de toutes classes d'âge, de confessions, de régions ou de corporations saluent à l'unisson ta mémoire, adressant de ferventes prières pour le repos éternel de ton âme.

Ton sanakou un jour ...ton sanakou pour toujours. », a témoigné Ibrahima Ahmed Barry.

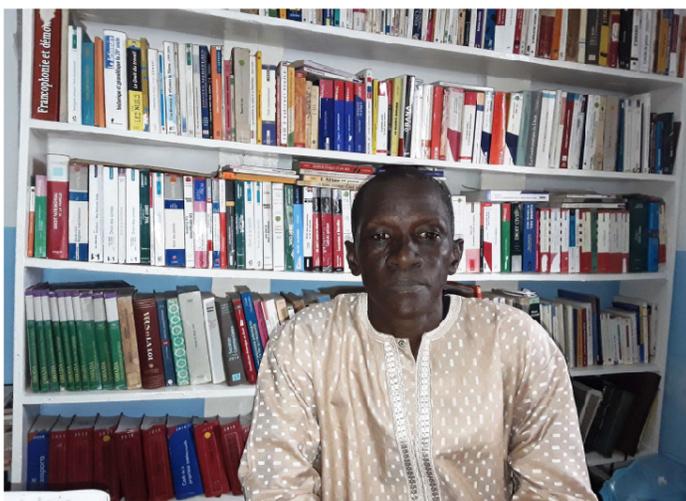
Mamadou Saïdou



GUINÉE

Le prix du riz pourrait augmenter en 2024, selon Dr Alhassane Makanéra Kaké

Après deux ans de transition, l'heure est au bilan mais aussi des projections. Sur le plan économie guinéenne, notre rédaction a rencontré le Docteur Alhassane Makanéra Kaké, Professeur d'économie et de droit à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia. Selon cet ancien commissaire à la CENI, la monnaie nationale garde sa stabilité à l'heure actuelle mais elle pourrait avoir des risques au lendemain de la transition sur la population guinéenne.



L'Aigleinfos : Le 05 septembre 2023 a marqué l'an 2 de l'avènement de la junte au pouvoir. Dites-nous Dr Kaké ce qui vous a marqué sur le plan économique ?

Alhassane Makanéra Kaké : Globalement, il faut reconnaître que le CNRD est venu trouver une réforme économique mise en place et il a su la gérer pour avoir des résultats probants. Autrement dit, le PIB a augmenté, le déficit budgétaire par rapport au PIB a diminué. Ensuite autre

élément important est que le taux d'investissement a augmenté. C'était de 3,7 et c'est passé à 4,5 %. Ces indicateurs prouvent à suffisance qu'il y a des progrès en matière économique. Sur le terrain, on a vu le franc guinéen qui a pris de la valeur par rapport à 2021.

L'Aigleinfos : En deux ans de transition, vous l'avez dit le franc guinéen s'apprécie face aux devises mais sauf que malheureusement des guinéens pensent que cela ne s'est pas fait ressentir sur

le panier de la ménagère. Comment expliquez-vous cela ?

Alhassane Makanéra Kaké : Il y a plusieurs facteurs qui interviennent dans la détermination du prix. Nous avons le prix d'achat à l'extérieur, ensuite les frais ou le transport et enfin le prix auquel on a payé la devise. La surévaluation du franc guinéen n'est pas perceptible parce que le prix auquel on achète

suite page 4

GUINÉE

Le prix du riz pourrait augmenter en 2024, selon Dr Alhassane Makanéra Kaké

les produits à l'international est trop élevé à cause de la guerre en Ukraine. Il faut retenir que généralement c'est ce que nous consommons qui a connu une augmentation mais les motos et autres, leur prix n'a pas connu un grand changement.

L'Aigleinfos : Récemment les statistiques publiées par la Banque Mondiale montrent que la Guinée est passée d'un pays à faible revenu à pays à revenu intermédiaire. Economiquement, qu'est-ce que cela signifie ?

Alhassane Makanéra Kaké : Cela veut dire qu'il y a eu progrès sur le plan économique parce que le pays à revenu intermédiaire est calculé par rapport au PIB et c'est ce que qu'on divise sur le nombre de la population pour connaître un chiffre moyen avant et après septembre 2021. Mais ça ne veut pas dire grand-chose, c'est un chiffre moyen. Quand on regarde dedans, on se dit que cette richesse créée, le Guinéen n'en profite pas, c'est plutôt le secteur minier qui en profite plus. C'est le même cas au Gabon. Le Gabon a un PIB plus élevé avec huit mille dollars par habitant alors que nous ici c'est trois mille dollars mais sachez que 60% des Gabonais vivent avec le seuil de la pauvreté et 40% vivent en dessous du seuil de la pauvreté, ça veut dire que tous les Gabonais sont pauvres et avec 37 % de taux de chômage alors qu'ils ont un PIB extraordinaire. Donc faites attention dans l'utilisation des variables économiques, ça peut donner une bonne indication mais sur la vie du citoyen ça ne se voit pas.

L'Aigleinfos : Quel devrait être l'apport de cette performance sur la vie du guinéen ?

Alhassane Makanéra Kaké : Si vous vérifiez, vous allez vous rendre compte que 90% des richesses minières créées en Guinée n'appartiennent pas aux Guinéens, et ça c'est un réel problème. Donc pour qu'on puisse faire bénéficier, il faudrait qu'une bonne partie de la rente dégagée du secteur minier serve au financement de l'économie guinéenne mais

c'est l'inverse.

L'Aigleinfos : En termes de comparaison, comment vous évaluez les dix ans d'Alpha Condé par rapport aux deux ans du Colonel Mamadi Doumbouya sur le plan économique ?

Alhassane Makanéra Kaké : Je dirais que c'est beaucoup plus facile de piloter un véhicule que de la fabriquer. Cela veut dire l'économie actuelle de la Guinée, ce véhicule a été fabriqué par Alpha Condé.

L'Aigleinfos : Pensez-vous que l'état de santé de l'économie guinéenne bon ?

Alhassane Makanéra Kaké : L'économie guinéenne se porte bien mais attention il y a des menaces. Oui, je peux en citer trois : le choc négatif des produits importés y compris les hydrocarbures, il y a aussi les produits de première nécessité comme le riz. Vous voyez déjà le prix du riz augmente sur le marché, attendons 2024 ça va sérieusement augmenter. Et l'Ukraine qui nous envoie le blé est en guerre et personne ne connaît l'issue de cette guerre. L'insécurité aussi peut contribuer négativement. L'autre menace est que nous sommes en train de nous endetter avec des emprunts non concessionnels et à long terme, ça va poser problème.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui doit être fait pour éviter que cela soit une réalité parce que déjà le Guinéen tire le diable par la queue ?

Alhassane Makanéra Kaké : Il suffit de booster l'agriculture en Guinée. Il faudrait que l'Etat mette énormément de moyens à la disposition des agriculteurs, je ne dis pas des fonctionnaires, ou alors des médecins encore moins des ministres parce que c'est ça le problème. Cela a un effet pédagogique mais pas sur le développement.

L'Aigleinfos : Merci à vous Dr Alhassane Makanéra Kaké !

Alhassane Makanéra Kaké : C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



GESTION DE LA TRANSITION, SA NON PARTICIPATION À UNE COALITION

Les confidences d'Abdoulaye Kourouma du RRD

Dans une interview accordée à notre rédaction, Abdoulaye Kourouma, le président du RRD a jeté un regard critique sur la gestion de la transition et a donné les raisons de sa non participation à une coalition.



L'Aigleinfos : Le 05 septembre 2023 a marqué l'an 2 de l'avènement du CNRD au pouvoir, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya. Quelle lecture faites-vous de ces 2 ans de transition ?

Abdoulaye Kourouma : Une transition demeure une transition, et elle ne peut être évaluée qu'après le transfert du pouvoir aux civils après l'organisation d'une élection crédible, acceptée de tous dans la joie et que le lendemain soit meilleur. Donc on ne peut apprécier une transition qu'après le transfert du pouvoir.

L'Aigleinfos : La veille et la journée du 05 septembre ont connu des manifestations par endroits dans la capitale et qui ont coûté la vie à cinq jeunes, selon les FVG. Et pourtant, le colonel Mamadi Doumbouya avait dit dans ses premiers discours de prise du pouvoir qu'aucun guinéen ne devrait mourir pour ses opinions. Est-ce que vous pensez qu'aujourd'hui que le légionnaire est en harmonie avec ses déclarations ?

Abdoulaye Kourouma : Déclaration par déclaration ça veut dire que nous sommes en train de nous retrouver dans les scénarios que le pays a connus il y a cinq à six ans. Les manifestations réprimées dans le sang, des cas de morts qui sont signalés, ce qui est déplorable. Et nous profitons

de votre micro pour présenter nos condoléances à ces familles explorées.

L'Aigleinfos : L'une des questions qui divise actuellement certains acteurs sociopolitiques et les autorités de la transition, c'est l'inclusivité du dialogue pour un retour à l'ordre constitutionnel. Du côté du RRD, le parti dont vous êtes le président, comment vous observez tout cela ?

Abdoulaye Kourouma : Je voudrais quand même qu'un dialogue inclusif soit instruit que les acteurs censés participer aux débats démocratiques soient autour de la table. Je parle de ceux qui participent à une élection et capables de les gagner, pas ceux qui ne peuvent même pas payer une caution d'une élection qu'on doit appeler pour le retour à l'ordre constitutionnel. Je sais que quel que soit le temps, si ceux-ci ne sont pas autour de la table, la situation devient un peu difficile. C'est vrai que nous sommes tous des guinéens mais les partis n'ont pas les mêmes capacités de mobilisation. Si tous ces grands partis qui sont implantés dans les trente-trois préfectures ne sont pas autour, on ne peut pas s'attendre à un retour à l'ordre constitutionnel dans la tranquillité et dans la convivialité. Donc c'est regrettable que ces formations politiques beaucoup plus

représentatifs ne soient pas autour de la table.

L'Aigleinfos : Depuis votre départ de la CPR, la Coalition Pour la Rupture, dirigée par Docteur Lansana Faya Millimouno, dites-nous dans quelle autre coalition se trouve aujourd'hui le Rassemblement pour la Renaissance et le Développement, le parti dont vous êtes le leader ?

Abdoulaye Kourouma : Le RRD se trouve dans la coalition de la vérité de la Guinée. Nous commentons ce qui est et qui doit être, nous ne sommes pas là à faire du béni oui-oui. Nous gardons indépendance et autonomie dans les faits. Aujourd'hui, les coalitions sont divisées entre deux camps, il y en a qui soutiennent tout et de façon aveugle tout ce qui se passe dans le pays, que ça soit bon ou mauvais. Le deuxième groupe de coalition c'est ceux qui sont éternellement opposés, des revendications sur revendications. Et nous on commente les faits selon les réalités. Nous sommes du côté de la vérité et du côté des bons guinéens.

L'Aigleinfos : L'une des raisons qui fait qu'aujourd'hui ces partis politiques se réunissent pour former une coalition c'est d'avoir un impact sur la population lors des prochaines élections. Est-ce que vous ne risquez pas de vous isoler au lieu d'appartenir à un mouvement ?

Abdoulaye Kourouma : S'il s'agit d'aller aux élections, le parti ira seul sans aucun groupe. Donc ça sert à qui d'être dans un groupe où tu vas t'engouffrer dans une logique que toi-même tu t'es fait parce que tu as dit la vérité ? Je préfère être libre et dire la vérité de façon responsable et intègre en toute honnêteté et en harmonie avec les faits.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Abdoulaye Kourouma !

Abdoulaye Kourouma : Je vous en prie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

INTERVIEW

MANIFESTATIONS DU 5 SEPTEMBRE 2023

Les vérités de Sékou Koundouno du FNDC

La veille et le jour du 05 septembre 2023, date qui marque l'an 2 de la prise du pouvoir par l'armée à sa tête le Colonel Mamadi Doumbouya, ont connu des manifestations à Conakry, notamment sur l'axe Leprince. Bien qu'interdites par les autorités de la transition, ces manifestations ont eu lieu par endroits dans la capitale. Et comme d'habitude, elles ont été réprimées. Pour faire le point de ces journées de tensions, Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du Front National pour la Défense de la Constitution, membre des Forces Vives de Guinée, entité organisatrice de ladite manifestation, s'est confié à notre rédaction.



L'Aigleinfos : Quel bilan peut-on retenir de ces deux jours de manifestations dites de "rectification de la transition", à l'appel des Forces Vives de Guinée, une organisation dont vous êtes membre ?

Sékou Koundouno : Face à l'appel à manifester des Forces Vives de Guinée pour la rectification de la transition en cours, la junte militaire en Guinée a encore déployé son arsenal de guerre. Je parle des Unités d'élites de l'armée

guinéenne, du Groupe d'Intervention Rapide, les CMIS et les gendarmes qui ont pris d'assaut les artères de Conakry. Comme vous le savez, cette stratégie vise à étouffer les manifestations, faire souffrir les pauvres gens qui n'ont que leurs mains pour protester face à la conduite solitaire de la transition. Donc ces journées ont été émaillées par des cas de blessés par balle, des descentes dans des familles et des cas de morts. Il s'agit de Mamadou Tanou

Diallo âgé de 15 ans, Mouctar Keita 17 ans, Souleymane Diallo 16 ans, Mamadou Pathé Baldé 18 ans et Abdoulaye Diallo 18 ans.

L'Aigleinfos : On dénombre encore des morts à votre appel à manifester. Dans quel état d'âme vous apprenez tout cela et qu'est-ce que vous comptez faire pour ces victimes ?

Sékou Koundouno : C'est pourquoi je profite de votre micro pour m'incliner scrupuleusement devant la mémoire de tous nos compatriotes qui ont été lâchement assassinés par ces forces de défense et de sécurité mais aussi tout en leur rassurant que les leaders des FVG travailleront à ce que ces auteurs répondent de leur responsabilité.

L'Aigleinfos : Aujourd'hui, le CNRD a deux ans depuis qu'il a destitué Alpha Condé, ancien président démocratiquement élu. Quelle lecture faites-vous de ces vingt-quatre mois de transition dirigée par le colonel Mamadi Doumbouya ?

Sékou Koundouno : Ces deux ans ont été catastrophes. Les droits humains ont été supprimés malgré que la charte de la transition en son article

8, alinéa 2 dispose qu'aucune situation d'urgence ne doit entraver l'exercice de cette liberté. Mais vous conviendrez avec moi qu'après deux ans, nous n'avons pas de code électoral, pas de constitution, ni un organe de gestion des élections, pas de fichier électoral encore moins d'opérateur devant enrôler les électeurs pour les prochains scrutins communaux, législatifs et présidentiels. Donc nous sommes dans une gestion opaque, solitaire et arrogante.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous voulez dire que malgré l'engagement pris par la junte de mener une transition de deux ans afin de rendre le pouvoir aux civils, cette déclaration n'est pas en train d'être respectée à l'allure où vont les choses ?

Sékou Koundouno : Le CNRD est dans une stratégie de confiscation du pouvoir, on le sait. Le colonel Mamadi Doumbouya ne veut pas quitter le pouvoir, il n'a que quarante ans. S'il quitte je ne sais pas quelle activité il va faire dans la mesure où il n'a pas un niveau intellectuel élevé, il ne connaît que le métier des armes. Donc il est face à un dilemme important malgré les engagements qu'il a pris le 05

septembre 2021, il est en train de vite les trahir.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui devrait être fait aujourd'hui pour faire en sorte que les engagements du 05 septembre 2021 soient respectés ?

Sékou Koundouno : C'est un appel à la responsabilité, au sursaut national que les gens sachent que son avenir et celui de ses enfants sont menacés. Que chacun comprenne que nous sommes dans une situation où chaque guinéen doit jouer sa partition pour l'édifice de la démocratie guinéenne mais aussi cela passe forcément par l'unité, la convergence des idées afin de botter hors d'état de nuire ce groupe de guinéens sans aucune légitimité qui a le pouvoir d'Etat et qui veut en faire une monarchie.

L'Aigleinfos : Merci à vous Sékou Koundouno ! Je rappelle que vous êtes le responsable des stratégies et planification du Front National pour la Défense de la Constitution FNDC.

Sékou Koundouno : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba D.

POLITIQUE

Mamadou Baadiko Bah de l'UFD porte des accusations contre le CNRD

Dans l'émission Mirador de FIM FM du vendredi 08 septembre, le président de l'UFD, Mamadou Baadiko Bah, a porté des accusations contre le CNRD qui, selon lui, aurait affiché la volonté d'éteindre totalement toute la classe politique trouvée ici en septembre 2021 et de rester au pouvoir.

« On peut dire que qu'on a eu énormément d'espoir sur la base de leur propre déclaration que désormais il n'y aura pas de recyclage des gens de l'ancien système, corrompu, complètement pourri, inefficace. Tout ceci était des promesses bien accueillies, que désormais les choses allaient changer. Donc il faudrait voir aujourd'hui quelle est la suite ? La suite est qu'aujourd'hui, on a renoué

avec tous les problèmes de la Guinée, on en a résolu aucun... On peut faire le tour de tous les domaines, on remue énormément de choses mais en a résolu aucun et ce qui nous chagrine là-dedans c'est le souci du CNRD de penser qu'il peut présenter un bilan positif ayant d'un redressement complet, de remise complète sur les rails des choses qui n'existent pas... Ce qui

intéresse les gens c'est la vie quotidienne des populations. Est-ce que l'administration est moins corrompue aujourd'hui ? Non. Elle est aussi corrompue et l'administration est là pour elle, elle n'est pas là pour les citoyens... On n'est pas en transition, ils ont affiché la volonté d'éteindre totalement toute la classe politique trouvée ici en septembre 2021 et de rester au pouvoir. C'est tout à

fait clair on n'est pas en transition. Nous sommes dans une dictature qui va s'organiser pour perdurer et rester là éternellement », a martelé

Mamadou Baadiko Bah, président de l'UFD.

Mamadou Saïdou

Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

ENRÔLEMENT DES FONCTIONNAIRES

La phase 2 va toucher les régions de l'intérieur du pays et les préfectures

Pour faire le point sur l'opération d'enrôlement des agents de la fonction publique qui a démarré dans le grand Conakry le 16 août dernier, le ministre du Travail et de la Fonction Publique, Julien Yombouno était le vendredi 08 septembre face à la presse dans un hôtel de la place.

«L'objectif final est de maîtriser fondamentalement des effectifs de la fonction publique, la masse salariale. Toute chose qui nous permettrait d'aller vers le renouvellement des ressources humaines. Très souvent, on a l'impression quand on entend FUGAS, c'est de nous circonscrire à une seule activité qu'est la biométrie. Mais non, c'est un grand projet qui englobe plusieurs volets à savoir le volet biométrie, le volet applicatif et le volet infrastructure... Comme l'effectif initial prévisionnel, nous avons 117 793 agents, tout corps confondu, fonctionnaire et contractuel qui sont donc dans le fichier général de gestion administrative dont 96. 731 qui s'étaient inscrits



lors du pré-enrôlement. Desquels on a enregistré 91. 043 qui se sont inscrits et qui ont également soumis leurs dossiers. De

ce nombre, nous avons enregistré 87. 870 dossiers qui ont été validés, donc qualifiés pour la biométrie. Du point de vue

enrôlement, cela voudrait dire que c'est 87. 870 agents qui sont censés passer devant la biométrie.

Mais pour des questions d'organisation matérielle et d'efficacité, nous avons voulu organiser les opérations en deux phases. La phase 1 touche Conakry et environs et la période de déroulement est depuis le 16 août dernier jusqu'au 28 septembre 2023. Et les effectifs à enrôler pour ce qui concerne Conakry et environs est de 49.273 agents. A date, nous avons déjà pu enrôler 35. 454 agents. La phase 2 va toucher les régions de l'intérieur du pays et les préfectures pour un total de 38. 597 agents », a indiqué Julien Yombouno, le ministre du Travail et de la Fonction publique.

Mamadou Oury

TREMBLEMENT DE TERRE AU MAROC

Tibou Kamara fait part de sa compassion et de sa solidarité

Le Maroc a subi, dans la nuit du vendredi 8 septembre au samedi 9 septembre 2023, un violent séisme qui a fait de nombreuses victimes et des dégâts importants. A travers une tribune publiée dans la presse et intitulée "Le Maroc pleure, le monde, endeuillé, Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat sous Alpha Condé, a cru devoir envoyer un message de compassion et de solidarité au Royaume chérifien.

« Dans la nuit du vendredi 8 septembre au samedi 9 septembre 2023, le Maroc a subi, dans sa chair et son âme, un séisme violent, d'une magnitude inédite dans son histoire, qui a causé d'énormes dégâts matériels, hélas, a emporté aussi de nombreuses vies dans des conditions brutales et horribles.

Loin d'être seul dans son malheur, le royaume chérifien, bénéficie dans ce moment d'effroi et de stupeur, d'une immense chaîne de solidarité mondiale qui, témoigne de la sympathie et du respect unanimes pour une terre généreuse et hospitalière

dont la place de choix et l'influence grandissante dans le monde ne sont plus à démontrer .

Le souverain marocain, sa majesté, Mohammed VI, proche de son peuple et des gens, est un leader , de plain-pied, dans son temps , qui s'est montré capable de dépasser tous les clivages, d'unir toutes les générations, de fédérer au-delà de la condition et du statut de chacun dans la société. D'où sa popularité et son aura mérités au Maroc et à travers le monde.

Les communautés d'Afrique et d'ailleurs se sentent concernées autant

que les Marocains par le sort cruel que la nature fait subir au peuple noble du Maroc qui, de tout temps, a su surmonter les aléas du temps et de la nature, toutes les difficultés et incertitudes aussi bien que la précarité de la vie, si changeante et incertaine, maintenant.

Mes condoléances émues à toutes les familles éplorées et à leurs proches, mes vœux aussi de prompt rétablissement à tous les blessés, alités, notamment.

Dieu a toujours veillé sur le Maroc qui peut compter sur son Roi, invariablement, à son

chevet, mobilisé, à plein temps, pour sa cause, entièrement dévoué à ses obligations et charges de Roi de tous, pour tous.

Le monde entier, également, a fait savoir , qu'il se tient aux côtés des autorités et du peuple

marocains, à toutes les fins utiles.

Chacun prône le meilleur et voudrait conjurer le pire pour un pays qui a la main tendue et garde le cœur ouvert tant pour les amis que d'autres. », a-t-il écrit.

Mamadou Saïdou

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.

Dan Millman



ENCADREMENT DES MANIFESTATIONS

Ce que l'UFDG conseille aux autorités

L'Union des Forces Démocratique de Guinée condamne fermement les tueries enregistrées en marge de la célébration de l'an 2 de la prise du pouvoir par le CNRD. Le parti l'a fait savoir officiellement le samedi 09 septembre 2023 au cours de sa traditionnelle assemblée générale hebdomadaire tenue à la Minière, dans la commune de Dixinn. Le parti dirigé par Cellou Dalein Diallo demande aux autorités de diligenter une enquête afin de punir les responsables de ces différentes tueries.

En l'absence de Mamadou Cellou Dalein Diallo, c'est Kalémodou Yansané qui a présidé la séance. Au cours de cette assemblée générale, le numéro 3 de l'UFDG a invité le Président de la transition à faire en sorte que la spirale de la violence s'arrête en Guinée. « L'Etat doit pouvoir trouver, arrêter et juger les coupables. Si l'Etat ne joue pas ce rôle-là, il est défaillant. Si les citoyens n'ont pas droit à la justice, ils seront amenés à se faire justice et le cycle infernal de la vengeance déstabilise un pays. Il y a eu beaucoup de déclarations qui ont été faites. Je souhaiterais que les auteurs soient traqués devant la justice et qu'ils répondent de leur forfaiture. La presse a dû constater hier le cortège qui a été gazé. Les démons du passé ont refait surface, c'est inhumain de gazer un cortège funèbre », s'est-il insurgé.

Et de poursuivre en ces termes : « Le rôle principal de l'Etat, c'est d'abord d'assurer la sécurité des personnes et leurs biens, rendre la justice, assurer l'Etat de droit. Nous avons perdu trente citoyens. A l'exception de la première victime pour laquelle le ministre de la Justice s'était levé et ils



ont trouvé le coupable, les autres jusqu'à l'heure où je vous parle nous n'avons pas connaissance d'une justice. La rhétorique malheureusement c'est de dire on envoie les jeunes à l'abattoir. La manifestation est un droit commun de la vie humaine mais tuer une personne est un crime », a-t-il ajouté.

Pour l'ancien député de la huitième législature, chaque vie perdue dans une manifestation est une perte pour la Guinée.

« Ce n'est pas seulement

l'UFDG qui est en deuil, c'est toute la Guinée qui est en deuil. A l'occasion du 2eme anniversaire de la prise du pouvoir par le CNRD, la Guinée a malheureusement perdu cinq citoyens. Les informations à notre disposition attestent que toutes ces victimes sont mortes par balle. C'est bien de construire des ponts, faire des routes mais même si toutes les routes de la Guinée étaient bitumées elles ne valent pas une vie humaine. Nous avons perdu cinq jeunes, ils n'ont pas eu droit à la compassion, je suis sûr qu'ils n'auront pas également droit à la justice

comme les 25 autres tués avant le 5 septembre 2023 », a martelé Kalémodou Yansané.

« Le plus grave dans cette affaire, à part le fait que la justice soit pas rendue, c'est une malheureuse coïncidence, ces crimes s'abattent dans le même secteur. Sur le même axe et malheureusement ça touche toujours une certaine catégorie de citoyens guinéens. Je ne veux pas m'avancer sur ce sujet, mais les Guinéens nous ne sommes pas des bêtes, ça ne peut pas continuer comme ça.

En Guinée, nous ne savons pas tirer les leçons du passé, nous avons des chefs d'Etat qui sont en prison pour répondre des actes qui se sont passés il y a plus de dix ans. Tout ce qui se passe aujourd'hui dans deux ans, cinq ans, dix ans, les auteurs seront recherchés et punis. Je demande à ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, qu'ils mesurent la gravité de leurs responsabilités. Il y a beaucoup de possibilités aujourd'hui de faire peur aux jeunes sans passer par les armes à feu », a-t-il lancé.

Pour ce cadre de l'UFDG, lorsque la manifestation est autorisée, il ne peut pas y avoir de morts ou parfois elle fait moins de dégâts, mais lorsqu'elle est interdite, ça génère des dégâts. « Lorsque vous tuez, vous créez la radicalisation au niveau des victimes. Ces morts n'ont pas découragé ceux qui manifestent. Au contraire, ça crée la haine, la frustration et la radicalisation. Je demande au président qu'il mette fin à cette spirale de violences en Guinée », a conseillé le vice-président de l'UFDG.

Samuel Demba. D

MANIFS DES FVG

L'UFR condamne fermement les tueries du 05 septembre 2023

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR qui s'est tenue le samedi 09 septembre, Tidiane Conté, membre du bureau politique de l'UFR, a condamné fermement les tueries enregistrées les 4 et 5 septembre 2023 en marge des manifs des Forces vives de Guinée pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le CNRD et le gouvernement.

« Le CNRD a tué cinq (5) guinéens, le 05 septembre 2023. C'est complètement inacceptable et on ne s'attendait pas à cela. Du 05 septembre 2021 au 05 septembre 2023, il y a plus de 30 morts sous le règne du CNRD. Qu'est-ce qu'on peut conclure, c'est que le CNRD s'est « vampirisé » parce qu'ils ne font que tuer les Guinéens qui ne sont pas d'accord avec eux. C'est scandaleux, puisque le 05 septembre 2021, c'est

cette promesse qui a été tenue. Aujourd'hui c'est tout le contraire que l'on voit sur le terrain », a déclaré Tidiane Conté. Avant de soutenir que les autorités de la transition ont complètement tourné le dos aux engagements pris deux ans plus tôt.

« L'équipe de Mamadi Doumbouya aurait dû emprunter le chemin de l'union sacrée, parce que nous sommes en transition.

Ils ont dit être venus pour mettre les Guinéens ensemble afin de nous permettre de choisir librement notre futur président qui devra conduire les destinées de la nation. C'est ce qui a été la raison fondamentale et l'objectif principal de la transition. Malheureusement, on a fini par comprendre que rien ne va. Le CNRD, c'est plutôt de l'arrogance et il est irrespectueux des principes de conduite de la nation.

Cependant, ils doivent savoir que nous ne sommes pas dans un camp militaire. La Guinée est un pays, la Guinée, ce n'est pas Kaléya où vous donnez des ordres, les gens exécutent, ce n'est pas ça la république. Dans une République, il y a des contradictions, il y a les politiques, les forces sociales et l'armée et un chef d'Etat, celui qui est chargé pour gérer, doit avoir la possibilité de rapprocher les positions autour d'un

dialogue avec les entités qui comptent », dira Tidiane Conté, membre du bureau politique de l'UFR.

Mamadou Oury



“PRÉTENDUES” DÉCISIONS DE LA COUR SUPRÊME

Le ministère de la Justice apporte des précisions

Suite à des informations sur ce qu'il considère comme de prétendues décisions de la Cour Suprême, le ministère de la Justice et des droits de l'homme a tenu à apporter des précisions pour éclairer la lanterne de l'opinion.



« Aucune disposition n'interdit au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme à rendre public ses actes qui sont différents des décisions disciplinaires rendues par le Conseil Supérieur de la Magistrature dont les décisions varient de l'avertissement, blâme, déplacement d'office, la

suspension avec ou sans perte de traitement, le retrait de certaines fonctions, la radiation du tableau d'avancement, l'abaissement d'un ou de plusieurs échelons, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office avec ou sans la perte de droit à la pension, et voir la révocation (la décision disciplinaire de suspension

avec ou sans perte de traitement ne peut pas en tout état de cause rendre publique car prise dans l'intérêt du service conformément aux dispositions combinées des articles 36 et 39 de la loi organique L/ 054/CNT/2013 portant statut des Magistrats en République de Guinée.

Les mêmes sources indiquent que la même cour suprême aurait recommandé de la nécessité d'une sortie de crise (comme s'il y avait un contentieux entre parties saisissant la cour aux fins d'interprétation d'une loi de forme) dans la légalité par l'interprétation des dispositions 537 et 590 du code de procédure pénale.

Plus grave, les mêmes sources indiquent qu'une commission Ad hoc serait en passe d'être mise en place à l'effet de faire rapporter par le Garde des

Sceaux les actes de suspension de deux magistrats.

Le département de la Justice et des Droits de l'Homme rappelle que la Cour Suprême n'a jamais été saisie pour un contentieux quelconque pour prétendre enjoindre le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme a rapporté ses actes administratifs (arrêtés) pris conformément aux prérogatives que lui reconnaissent la loi ou de qualifier ces dits actes d'illégaux comme si, elle se prononçait sur un recours pour excès de pouvoir, laquelle procédure requiert les conditions de forme et de fond.

Le département invite la presse à refuser de servir de canaux de diffusion des informations non traitées conformément à la

déontologie liée au traitement des informations et à la communication.

Il invite les personnes qui distillent ces fausses informations pour justifier le report de l'exercice infondé d'un droit à la manifestation pour prétendre obtenir gain de cause dans une procédure déjà pendante devant le Conseil Supérieur de la Magistrature à faire preuve de responsabilité dans le respect des règles éthiques et déontologiques.

Le département invite les Magistrats à continuer à travailler dans la sérénité. », a fait remarquer la **Cellule de Communication et des Relations Publiques du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, dirigé par Alphonse Charles Wright.**

Mamadou Oury

RETOUR D'ALPHA ET LIBÉRATION DES CADRES DÉTENUS

La jeunesse du RPG Arc-en-ciel en fait une préoccupation majeure

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire du samedi 09 septembre 2023, le RPG Arc-en-ciel, à travers sa jeunesse, a demandé une nouvelle fois le retour d'Alpha Condé et la libération des cadres détenus à la maison centrale de Conakry depuis de longs mois.

Devant les militants et sympathisants de l'ancien parti au pouvoir, Sidiki Touré, secrétaire général de la Jeunesse du RPG Arc-en-ciel, a clairement fait savoir que des actions seront menées dans les jours à venir pour exiger le retour d'Alpha Condé et la libération des cadres détenus.

« La jeunesse du parti revendique de façon incessante le retour du président Alpha Condé.... Nous sommes en train de prendre des dispositions en formant une commission qui ira à la rencontre des secrétaires généraux et toutes les structures pour que les jeunes

descendent à la base pour sensibiliser nos camarades jeunes afin que les jeunes prennent conscience de la nécessité de relancer les activités du parti, de la nécessité de revendiquer le droit des jeunes en Guinée, de la nécessité de revendiquer la justice en Guinée. Cela fait combien de mois que nos cadres sont arrêtés, est-ce que vous allez accepter qu'ils soient victimes d'injustice ? La première victime de cette injustice c'est le professeur Alpha Condé.... Pour qu'on soit forts dans nos revendications, il faut qu'on soit unis. Autant on va demander le retour du président Alpha Condé, autant

on va demander la libération de nos cadres injustement arrêtés. Et cela, on n'aura pas peur. Et les jours à venir, nous allons commencer les actions concrètes par rapport à ça. On n'a que trois objectifs. Premièrement, le retour à l'ordre constitutionnel à travers le retour du président Alpha Condé et de tous les exilés. Deuxièmement la libération de nos cadres qui sont injustement arrêtés, la jeunesse ne fera pas de discours, la jeunesse fera des actions et des actions concrètes », a déclaré Sidiki Touré.

Mamadou Saïdou



PARTICIPATION DE LA GUINÉE À LA CAN-U23

Soupçons de surfacturations au Ministère des Sports

Dans l'émission Mirador de FIM FM du jeudi 07 septembre, le ministre des Sports, Lansana Béa Diallo, a répondu à ceux qui soutiennent que son département se serait rendu coupable de surfacturations lors de la CAN-U23.



« Effectivement il y a eu la CAN 2023 des U23. Vous le savez très bien et il y a toute une procédure qui suit ça et la procédure c'est quoi ? C'est effectivement tout le budget qui va être mis à la disposition. Mon département s'occupe de quoi ? Mon département s'occupe de tout ce qui est manifestation sportive et logement des sportifs. Ce budget-là a été fait et validé par mon département et parti à la Primature... Il y a autre budget qui s'appelle voyage. Tout ce qui concerne le voyage est fait de ce côté là et envoyé à la Primature où on a estimé que c'est beaucoup trop d'argent pour envoyer à une CAN-U23. On prenait un avion avec plus de 180 supporters. On nous a dit qu'il faut diminuer ça parce c'est beaucoup trop au niveau

du Ministère du Budget. Il y a eu un travail qui a été fait au niveau du Ministère du Budget pour ramener le budget beaucoup plus bas. Et au lieu d'envoyer plus de 180 supporters, d'envoyer 50 seulement à cette compétition là, ça c'est la réalité dans laquelle on est aujourd'hui... Des destinations aussi qui étaient prévues, c'est-à-dire l'équipe nationale devrait aller s'entraîner dans 2 pays et faire des matchs amicaux et tout ça a été annulé et donc ça a diminué la facture, ça c'est la vérité. Il n'y a pas eu de surfacturation », a précisé Lansana Béa Diallo, ministre de la Jeunesse et des Sports.

Mamadou Saïdou

AFFAIRE DES 6 MILLIARDS GNF

Dr Bernard Goumou brise le silence

Cest une affaire qui a éclaté dans la presse et qui continue à faire couler assez d'encre et de salive. Chacun comme bon lui semble, fait sa lecture comme il peut dans ce dossier relatif au projet de rénovation de la résidence du Premier ministre guinéen.

L'actuel Premier ministre en fonction s'exprimant sur la question le mardi, 05 septembre a donné d'amples informations autour de ce projet dans lequel plus de six milliards de francs guinéens doivent être injectés. Selon le chef du gouvernement, le montant ne concerne pas la rénovation de sa résidence

privée. « Depuis que j'étais ministre du Commerce et maintenant Premier ministre, je loge dans ma résidence privée. Et les 6 milliards dont on parle c'est pour la rénovation de la résidence officielle des premiers ministres de Guinée. En tant que journalistes, informez-vous auprès de nous ou demandez aux spécialistes de sécurité combien coûte seulement le volet sécurité de la résidence d'un Premier ministre. Dans ce dossier, toutes les procédures ont été respectées. Mais certains journalistes utilisent leurs micros ou plumes pour abattre d'autres, cette fuite-là n'est pas faite contre



Bernard mais c'est contre l'Etat guinéen. Ce que vous ne savez pas, dans une résidence de Premier ministre, il y a des trucs de sécurité qui ne sont même pas à la portée de son épouse encore moins ses enfants. Cette sécurité-là, vous ne verrez jamais ça à la télé, mais elle coûte extrêmement cher. Aujourd'hui, le journaliste

qui l'a fait met à nu même son informateur de ce marché qui ne devrait pas être connu du grand public puisque c'est une question de sécurité et de souveraineté. Allez dans les pays voisins, vous verrez que la résidence d'un Premier ministre, c'est tout un demi quartier puisqu'il peut recevoir là des ambassadeurs et d'autres grandes personnalités.

Mais ce que je peux vous rassurer, tel que nous l'avons suivi, toute la procédure a été respectée », a déclaré le chef du gouvernement lors de son passage dans la Synergie des Radios et Télévisions organisée par l'URTELGUI, le jour du 05 septembre 2023.

Samuel Demba. D

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.

Dan Millman



JULIEN YOMBOUNO, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

«Tous les fonctionnaires qui ne vont pas se faire enrôler seront radiés »

Lors d'une conférence qu'il a animée le vendredi 08 septembre 2023 pour faire le point sur l'état d'avancement de l'enrôlement biométrique des fonctionnaires, le Ministre du Travail et de la Fonction Publique, Julien Yombouno, a mis en garde les fonctionnaires qui jouent aux brebis galeuses.



Bien avant, le patron du département du Travail et de la Fonction Publique a tenu à faire le point sur l'état d'avancement de l'enrôlement biométrique des fonctionnaires en cours, lancé depuis le 13 mars 2023 à Conakry. Selon le département, sur 117.793 fonctionnaires et contractuels guinéens inscrits dans le Fichier Général de l'Administration-FGA, 87.870 d'entre eux ont

déjà été enrôlés depuis le lancement du projet de Fichier Unique de Gestion Administrative de la Solde (FUGAS) dans la région de Conakry, le 13 mars dernier. « Du point de vue enrôlement, cela voudrait dire que ce sont ces 87.870 agents qui sont censés passer leur biométrie. Mais pour des questions d'organisation matérielle et d'efficacité, nous avons voulu passer les opérations en

deux phases. La phase 1 touche Conakry et environs. La période d'enrôlement c'est depuis le 16 août dernier jusqu'au 28 septembre 2023 et les effectifs à enrôler pour ce qui concerne Conakry, c'est 49.273 agents. A date, nous avons déjà pu enrôler 35.454 agents soit 40% de l'effectif total des 87.870 agents mais quand on compare au nombre d'agents qui doivent être

enrôlés à Conakry, on est au-delà 60%. La phase 2 va toucher les régions de l'intérieur et des préfectures avec un total de 38.597 agents. Rapporté à 87.870 cela fait 44% des agents. Vous comprendrez aisément pourquoi notre administration n'est pas opérationnelle parce que l'essentiel des agents se trouvent à Conakry alors que Conakry ne fait pas la moitié de la Guinée », a déclaré Julien Yombouno.

Après la zone de Conakry, les agents d'enrôlement doivent se rendre à l'intérieur du pays pour poursuivre l'opération.

« Nous avons déjà signé un arrêté conjoint le Ministre de l'Administration du Territoire et moi-même, et les opérations vont commencer le 13 septembre et prendront fin le 16 octobre 2023 », a-t-il ajouté.

La fin de ce processus devrait permettre au département du Travail et de la Fonction Publique de sortir le prototype du fichier d'identification biométrique devant permettre au

gouvernement de Docteur Bernard Goumou de prendre des décisions concernant l'organisation d'un concours d'intégration de la fonction publique.

Le Ministre du Travail et de la Fonction invite tous les fonctionnaires et contractuels guinéens à se faire enrôler dans le délai imparti. Par conséquent, ceux qui resteront sans passer à l'opération, n'auront que leurs yeux pour pleurer.

« Je sais ce que les gens veulent que je leur dise mais je veux être clair. Tous ceux qui ne vont pas se faire enrôler sans raison avant la fin de ces opérations, ils ne seront plus fonctionnaires en Guinée et seront automatiquement radiés de la fonction publique », a-t-il prévenu.

Pour Julien Yombouno, la seule raison qui pourrait expliquer la réticence des fonctionnaires à ce processus, serait soit ils se reprochent quelque chose, soit ils sont fictifs, doublons ou abandon de poste.

Samuel Demba. D

DCI-PRG

Un numéro spécial en deux volumes

Le vendredi 8 août 2023, la DCI a lancé un numéro spécial du magazine de la Présidence, en deux volumes pour revivre les hauts faits de la gouvernance portée par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya. Ces deux (2) volumes sont intitulés : « L'art de gouverner avec intégrité et détermination ; L'Etat au chevet des Guinéens »

La cérémonie de lancement qui a eu pour cadre l'hôtel Camayenne

plage, dans la commune de Dixinn, a été rehaussée de la présence du Premier ministre, Dr Bernard Goumou, des membres du CNRD, des membres du gouvernement et de plusieurs autres invités de marque.

« L'information est la clé et la communication est la porte disait une poétesse. Nous aurons donc cette porte grâce au Magazine de la présidence, fournissant à nos compatriotes la clé précise et précieuse de décrypter notre itinéraire

vers une prospérité future.

Dans ces pages spéciales nommées projet lumière, la vision, le Leadership et la détermination du président Mamadi Doumbouya dans la conduite des affaires de notre nation », a déclaré dans son intervention de circonstance Moussa Moïse, Directeur de la Communication et de l'Information de la Présidence (DCI).

Mamadou Oury



MALI

49 civils et 15 soldats tués dans les attaques d'un bateau et d'une base de l'armée

Soixante-quatre personnes dont 49 civils et 15 soldats ont été tués jeudi dans deux attaques « terroristes revendiquées » par Al Qaïda et ayant visé un bateau de transport de passagers et une base de l'armée dans le nord du Mali, où un deuil national de 3 jours a été décrété à partir de vendredi.

Les deux attaques distinctes ont visé « le bateau Tombouctou » sur le fleuve Niger et « la position de l'armée » à Bamba, dans la région de Gao (nord), avec « un bilan provisoire de 49 civils et 15 militaires tués », selon un communiqué du gouvernement qui ne précise pas combien de personnes sont mortes sur le navire et dans le camp, des assauts « revendiqués » par un groupe affilié à Al-Qaïda.

« Aux environs de 11 heures (heure locale et GMT), les groupes armés terroristes, dans leur dessein funeste, ont attaqué un bateau de la Comanav » dans le secteur de Gourma-Rharous, entre Tombouctou et Gao, a dit l'armée malienne sur les réseaux sociaux.

Le bateau a été visé par « au moins trois roquettes tirées contre le moteur », a dit à l'AFP la Compagnie malienne de navigation (Comanav), qui assure avec quelques bâtiments une importante liaison sur plusieurs centaines de kilomètres de Koulikoro, près de Bamako, jusqu'à Gao, en passant par les grandes villes sur le fleuve.

C'est le Tombouctou, pouvant transporter environ 300 passagers, qui a été touché, ont dit des agents de la Comanav sous le couvert de l'anonymat sans se prononcer sur le nombre de personnes effectivement à bord.

Le Tombouctou a été fortement endommagé, mais est resté à flot et a pu accoster, a dit un responsable militaire local sous le couvert de l'anonymat. Des soldats se trouvaient à bord en guise d'escorte, dans le contexte de menace sécuritaire qui règne dans la région, a-t-il dit.

De rares images diffusées sur les réseaux sociaux et censées rendre compte de la situation, dans une zone à l'accès et aux communications difficiles, montrent un épais nuage de fumée noire s'élever au-dessus d'un paysage fluvial.

Le bateau « était de retour de Gao et était attendu normalement dimanche, au plus tard lundi à Koulikoro », a dit un agent de la Comanav sous couvert d'anonymat. Un



bateau avait déjà été attaqué à la roquette le 1er septembre dans la région de Mopti, plus au sud, faisant un mort, un enfant de 12 ans, et deux blessés.

« La décision a été prise de continuer à naviguer, sans doute pour ne pas céder à la pression », a dit l'agent. Il a expliqué que la liaison fluviale était utilisée par une variété d'usagers, commerçants ou familles, et qu'elle paraissait plus sûre à beaucoup que la route.

Cette attaque est intervenue quelques semaines après que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une alliance jihadiste affiliée à Al-Qaïda, a annoncé, début août, imposer un blocus à Tombouctou. De nombreux témoignages font état du blocage des routes autour de la ville, d'un arrêt des approvisionnements et d'une hausse des prix.

Le fleuve Niger est un lien vital dans un environnement exigeant. De gros bateaux convoient passagers et marchandises pendant la saison pluvieuse à la faveur de la montée des eaux.

Le blocus de Tombouctou coïncide avec la reconfiguration sécuritaire en cours autour de « la ville aux 333 saints » inscrite au patrimoine de l'humanité.

La mission de l'ONU (Minusma), poussée à partir du Mali par la junte au pouvoir, vient de quitter deux camps proches de Tombouctou, Ber

et Goundam, transférés aux autorités maliennes. Cette prise de contrôle par l'Etat malien a donné lieu à des combats avec les jihadistes, mais aussi des accrochages avec les ex-rebelles touareg.

Tombouctou, avec ses quelques dizaines de milliers d'habitants aux confins du

Sahara, est l'une des grandes villes du nord tombées entre les mains de rebelles touareg, puis de salafistes après le déclenchement de l'insurrection de 2012. Les forces françaises et maliennes ont repris la ville en 2013.

Les groupes à dominante touareg ont signé un accord de

paix avec l'Etat malien en 2015 tandis que les jihadistes continuaient les hostilités. La violence s'est propagée au centre et au Burkina Faso et au Niger voisins, faisant des milliers de morts. Des militaires ont pris le pouvoir par la force tour à tour dans les trois pays depuis 2020 en invoquant la crise sécuritaire.

Les tensions récentes dans le nord du Mali font craindre pour la survie de l'accord de 2015.

Les militaires maliens ont poussé vers la sortie la force antijihadiste française en 2022 et la mission de l'ONU en 2023, et se sont tournés militairement et politiquement vers la Russie. Ils ont fait du rétablissement de la souveraineté l'un de leurs mantras. Mais de vastes étendues continuent d'échapper à leur contrôle et différents experts estiment que la situation sécuritaire s'est encore dégradée sous leur direction.

AFP

MOHAMED TALL DE L'UFR

« La justice est très instrumentalisée de nos jours... »

Mohamed Tall, ancien ministre de l'Élevage et des productions animales et cadre de l'UFR pense que le bilan des deux ans de gestion du pays par le CNRD est loin d'être positif. Pour lui, la justice serait très instrumentalisée de nos jours, plus que même par le passé.

« Au début de cette transition, il y a quand-même eu des propos assez encourageants par rapport à la gestion de la justice dans son ensemble. Il y a eu cette annonce phare que la justice sera la boussole qui doit diriger chaque citoyen. Il y a eu donc la création de la Crief

et d'autres initiatives. Mais au fil du temps, on s'est rendu compte que finalement c'est le CNRD qui est devenu la boussole de la justice... Quand la Crief a été créée, elle a aussitôt pris des allures de règlements de compte parce qu'il y a actuellement trop de deux poids deux mesures. Certains sont inculpés et d'autres qui ont pris suffisamment d'argent et qui se trouvent tranquillement en dehors de la Guinée, avec l'autorisation du CNRD, ne sont pas inquiétés. Tout cela discrédite pas mal d'actions du CNRD. C'est pourquoi cette justice est

très instrumentalisée de nos jours, plus que même par le passé», a martelé Mohamed Tall, ancien ministre de l'Élevage sous Alpha Condé. Comme on le voit donc, la gestion de la Guinée par le CNRD et son président est loin de faire l'unanimité au sein de la classe politique. Pour les partisans inconditionnels du CNRD et de son président, le bilan des deux ans de gestion est nettement positif. Au contraire, pour leurs détracteurs au sein de la classe politique et de la société civile, c'est un bilan plutôt mitigé, voire négatif.

Mamadou Oury

PN-RAVEC

Présentation et validation de la stratégie nationale de communication

L'atelier de présentation et de validation de la stratégie nationale de communication et de mobilisation sociale du programme national de recensement administratif à vocation d'état civil (PN-RAVEC) s'est tenu les 7 et 8 septembre 2023 dans la salle de conférence du Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation (MATD).



Dans son intervention de circonstance, le Ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Mory Condé, est revenu entre autres sur l'objectif recherché à travers l'organisation de cet atelier.

« Les acteurs de la société civile, les partenaires techniques et financiers, les cadres de l'administration, les responsables des médias publics et privés sont venus voir pendant deux

jours le contenu de cette stratégie nationale, analyser et faire des amendements afin de permettre désormais aux acteurs qui ont la charge de conduire ce programme d'être

dotés d'un document de référence en termes de communication et de mobilisation sociale des citoyens à la base », a-t-il déclaré.

Quant à la ministre de l'Information et de la Communication, Aminata Kaba, elle a fait savoir que les médias ont un rôle important à jouer les médias dans ce processus capital. « La communication joue un rôle majeur. D'où l'importance de ce genre d'atelier pour que tous les acteurs de toutes les parties prenantes puissent comprendre la stratégie qui est mise en place, qu'ils puissent l'approprier. Pour que la partie communication au niveau du citoyen lambda soit beaucoup plus édifiante, il est important que les Guinéens aussi répondent aux standards et normes en la matière. Qu'on puisse faire le distinguo entre Aminata Kaba, ma personne et une autre

Aminata Kaba grâce à cet identifiant personnel unique », a-t-elle précisé.

Le Secrétaire général du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSC-G), a indiqué lui aussi que c'est un processus nouveau dans notre pays qui va contribuer à limiter beaucoup de violations, d'infractions que les gens commettent à travers leurs identités. « Si l'identité des citoyens est uniformisée dans tous les secteurs, nous en tant que société civile, on a tous intérêt. Notre rôle, de la base au sommet, est de convaincre les citoyens, les mobiliser pour qu'ils comprennent le bien-fondé de ce processus-là afin de s'impliquer massivement pour que chacun soit identifié, pour que chacun puisse se recenser. », a fait remarquer Ange Gabriel Haba.

Mamadou Oury

Tu seras un homme, mon fils

Si tu peux voir détruit
l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot
te mettre à rebâtir,
Ou perdre en un seul
coup le gain de cent
parties
Sans un geste et sans un
soupir ;
Si tu peux être amant
sans être fou d'amour,
Si tu peux être fort sans
cesser d'être tendre,
Et, te sentant haï, sans
haïr à ton tour,
Pourtant lutter et te
défendre ;
Si tu peux supporter
d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux
pour exciter des sots,
Et d'entendre mentir sur
toi leurs bouches folles

Sans mentir toi-même
d'un mot ;
Si tu peux rester digne en
étant populaire,
Si tu peux rester peuple
en conseillant les rois,
Et si tu peux aimer tous
tes amis en frère,
Sans qu'aucun d'eux soit
tout pour toi ;
Si tu sais méditer,
observer et connaître,
Sans jamais devenir
sceptique ou destructeur,
Rêver, mais sans laisser
ton rêve être ton maître,
Penser sans n'être qu'un
penseur ;
Si tu peux être dur sans
jamais être en rage,
Si tu peux être brave et
jamais imprudent,
Si tu sais être bon, si tu

sais être sage,
Sans être moral ni
pédant ;
Si tu peux rencontrer
Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux
menteurs d'un même
front,
Si tu peux conserver ton
courage et ta tête
Quand tous les autres les
perdront,
Alors les Rois, les Dieux,
la Chance et la Victoire
Seront à tous jamais tes
esclaves soumis,
Et, ce qui vaut mieux que
les Rois et la Gloire
Tu seras un homme, mon
fils.

Rudyard Kipling

